

4 Économie

Perspectives économiques régionales vues par le FMI

Timide croissance et persistance des fragilités économiques

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

Comment le Fonds monétaire international (FMI) perçoit-il l'évolution des économies de l'Afrique subsaharienne en 2018 ? Quelles sont les principales prévisions de croissance pour cette année et les principaux risques qui peuvent aggraver l'instabilité des indicateurs macroéconomiques ?

Dominique Desruelle, directeur adjoint du département Afrique du FMI et deux de ses collaborateurs ont édifié le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet et certains membres de son gouvernement, sur les prévisions macroéconomiques concernant l'Afrique subsaharienne. S'il y a des raisons de se réjouir, des inquiétudes demeurent et pèsent sur l'avenir de nos économies.

HIER, à l'Immeuble Arambo, le Fonds monétaire international (FMI) a rendu publiques les études économiques et financières sur la sous-région subsaharienne. Celles-ci sont contenues dans un rapport intitulé "Perspectives économiques régionales, avril 2018". Il était



Emmanuel Issoze Ngondet, Premier ministre, président l'ouverture officielle de la présentation du rapport

question d'éclairer le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, les membres de son gouvernement, ainsi que plusieurs technocrates de l'administration gabonaise, sur l'état des économies de l'Afrique noire. Le chef du gouvernement y a vu l'occasion « d'éclairer l'opinion nationale sur la situation économique globale, l'efficacité des mesures prises en vue d'enrayer la décélération. » Les communications, portant sur trois chapitres dudit rapport (État de lieux, mobilisation des recettes fiscales et investissement privé) faites par les hauts cadres du FMI, visaient aussi à situer les gouvernants gabonais sur l'efficacité des plans de re-

dressement économique de différents pays. Ainsi, avec un taux prévisionnel de 3,4 % en 2018, l'Afrique subsaharienne présente une croissance en légère hausse, contre 2,8 % en 2017. Laquelle croissance s'accélère dans deux tiers des pays de la région. Malgré cela, les économies restent fragiles, à cause des volumes préoccupants de la dette des pays subsahariens. Pour les experts du FMI, les objectifs prioritaires des États consisteront donc à « réduire les vulnérabilités macroéconomiques et à relever la croissance à moyen terme. » C'est le message central à retenir des exposés faits respectivement par Dominique Desruelle,



Jean-Marie Ogandaga, ministre de l'Economie, est d'accord pour la mise en œuvre des politiques de réduction de la vulnérabilité.

directeur adjoint du département Afrique du FMI, Marcos Poplawski-Ribiero, représentant-résident du FMI au Gabon, et Francisco Arizala, économiste au département Afrique. Ce taux moyen de 3,4 % du PIB en 2018 ne doit pas taire les différences énormes existant entre pays. Autrement dit, les chiffres et statistiques qu'ils ont déclinés masquent une grande variété dans les résultats et les perspectives de croissance. Plusieurs pays, tels que la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Ghana et le Sénégal, devraient conserver un taux de croissance élevé, d'environ 6 % ou plus. **REVENU PAR HABITANT EN BAISSÉ.** À l'inverse, le

revenu par habitant a diminué dans de nombreux pays en 2017, et cette baisse pourrait se poursuivre cette année. Les pays producteurs de pétrole enregistrent de faibles croissances dans la zone, tout le contraire des pays sans ressources naturelles qui ont eu des taux de croissance enviables. De l'avis du FMI, cette croissance observée en 2018 pourrait se consolider en 2019, en raison de la réunion d'un certain nombre de facteurs : croissance dans les pays industrialisés (un levier pour la croissance des pays africains), consolidation des prix des matières premières et amélioration de la situation des marchés des pays émergents.

Les responsables du FMI, qui ont attiré l'attention sur le poids du surendettement de bon nombre de pays, appellent tout de même ceux de la région à la prudence, du fait des risques sécuritaires et de la faiblesse du bilan des banques. Si Dominique Desruelle a appelé les gouvernants à accorder un intérêt particulier à la maîtrise de la dette, qui compromet la capacité des États à réinvestir, et à plus de rigueur dans les politiques monétaires de manière à stabiliser l'inflation, Marcos Poplawski-Ribiero a estimé que les pays de la région doivent s'employer à mieux mobiliser les recettes fiscales, en insistant sur des réformes. Alors quand Francisco Arizala a montré l'intérêt pour les économies de la sous-région d'attirer encore plus l'investissement privé, sous la forme de Partenariat public-privé, de création de zones économiques spéciales, d'investissements directs étrangers ou de participation aux initiatives internationales, comme la Ceinture, la Route ou le Pacte G20-Afrique.

Éclairage

Les prescriptions du FMI pour une croissance solide

I.M'B.
Libreville/Gabon

Au terme de la présentation du rapport "Perspectives économiques régionales, avril 2018", les cadres du FMI ont animé une conférence de presse. Les raisons de l'embellie économique et les différents risques ont été passés au peigne fin.

SELON Abebe Aemro Sélassié, directeur du département Afrique du FMI, « l'accélération de la croissance est largement due à l'amélioration des politiques appliquées dans certains pays, ainsi qu'à une conjoncture extérieure favorable, caractérisée, notamment, par une

croissance mondiale plus vigoureuse et par une hausse des prix des produits de base. Ces facteurs ont suscité d'importantes entrées de capitaux dans la région, facilitant les ajustements extérieurs et l'accumulation de réserves dans plusieurs pays. » M. Sélassié relève, toutefois, que « les vulnérabilités macroéconomiques sont en hausse dans de nombreux pays, qui tardent à assainir leurs finances publiques. Sur les 35 pays à faibles revenus de la région, 15 sont aujourd'hui en surendettement ou risquent fortement de le devenir. » Le directeur du département Afrique du FMI observe également que « dans certains pays, l'augmentation de l'endettement s'est



Dominique Desruelle (centre), Marcos Poplawski-Ribiero (droite) et Ismaila Dieng.

traduite par une forte hausse du service de la dette, accaparant des ressources qui pourraient être consacrées à des domaines essentiels tels que la santé, l'éducation et les infrastructures. »

M. Sélassié estime que « sans changement de cap, la croissance moyenne de la région ne devrait pas dépasser les 4 % à moyen terme, bien en deçà des niveaux envisagés il y a cinq ans. Ce qui est insuffisant

pour que les pays parviennent à réaliser leurs objectifs de développement durable. » Aux dirigeants du continent, il donne les conseils suivants : « (...) saisir l'occasion offerte par la conjoncture extérieure favorable pour transformer la reprise actuelle en une croissance forte et durable, en prenant au niveau national des mesures qui permettront de réduire les déséquilibres budgétaires et de relever le potentiel de croissance à moyen terme. Il est essentiel de mener une politique budgétaire prudente, donnant la priorité à la mobilisation des recettes intérieures, afin de dégager des moyens pour les dépenses sociales et les dépenses d'infrastructures. En moyenne, il de-

vrait être possible d'augmenter les recettes fiscales d'environ trois à cinq points de pourcentage du PIB au cours des prochaines années. Des réformes favorisant le dynamisme du secteur privé formeraient un socle permettant de relever le faible niveau de l'investissement privé, par exemple en stimulant les échanges intra-africains et en développant l'accès au crédit. » Enfin, le directeur du département Afrique du FMI a insisté pour dire que l'Afrique subsaharienne reste une région qui dispose d'un important potentiel pour exploiter son dividende démographique. A condition que des mesures internes vigoureuses soient mises en œuvre.

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 09/05/2018				VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS		
DEV	FIXING			DEV	CFA	en date du		
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA					
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957			
USD	1,1870	1USD =	552,618	1 USD	569,196	CAC 40	09/05/2018	5 514,12
CAD	1,5398	1CAD =	426,001	1 CAD	438,781	DOW JONES	09/05/2018	24 305,34
JPY	1290,4500	1JPY =	5,067	100 JPY	5,219			
GBP	0,8793	1GBP =	745,999	1 GBP	768,379			
CHF	1,1906	1CHF =	550,947	100 CHF	567,47			
ZAR	14,9131	1ZAR =	43,985	100 ZAR	45,30			
MAD	11,1496	1MAD =	58,832	1 MAD	62,11			
CNY	7,5586	1CNY =	86,783	1CNY	89,39			
KES	119,5800	1KES =	5,486	1KES	5,65			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
09 Mai 2018: 75,55

CHANGEMENTS
Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>